

le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRE COLOMER

123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)**Parmi nos préjugés****LA BIBLIOPHOBIE**

Je possède un excellent ami qui force m'est bien de l'avouer — fait montre d'une combativité extraordinaire et sait merveilleusement dégager la leçon de chaque fait quotidien.

Que ce soit au sujet d'une complication diplomatique, d'une grève ou d'une augmentation du coût de la vie, mon camarade Ernest (pourquoi ne céderais-je son nom?) en tire de magnifique illustration de notre logique anarchiste.

Pourtant, Ernest a un défaut, le seul que je lui connaisse : il joint à son sens critique une haine implacable pour tout ce qui touche au domaine de la spéculation philosophique ou scientifique.

Critiquez le régime capitaliste, démolissez l'édifice étatique, pourlendez les exploiteurs et leurs valets : vous serez en parfait accord avec lui ; mais essayez de vous livrer à la plus légère incursion dans les ouvrages d'économie politique ou de méditation : aussitôt vous aurez un Ernest différent. D'un air supérieure qui ne sied vraiment qu'à lui, il condescendra peut-être à témoigner son inépuisable pitié pour ces pauvres types qui s'amusent encore à chercher dans les livres ce que la vie peut leur apprendre chaque jour — mais il vous développera sûrement une théorie d'hostilité intransigeante contre les « intellectuels qui se payent la tête du lecteur ».

Pourtant, il ne faudrait pas en conclure que mon ami Ernest ne lit jamais — c'est, au contraire, un lecteur assidu : mais sa soif de connaissance ne le fait jamais aller plus loin que l'achat de deux ou trois journaux d'avant-garde. Il lui suffit de lire un bon éditorial qui enguirlande un mercantile, voire le Bloc National ou le Régime.

Mais il ne se sent vraiment à l'aise que lorsque son oreille est flattée par le rythme des phrases incisives et sonores dans lesquels un écrivain annonce que « Les Temps sont proches ! ».

Il lui arrive, même, lorsque la colère gronde par trop en tout son être, de prendre la plume et de tancer d'importance un quelconque Tartempion — mais là s'arrêtent les concessions qu'il fait aux choses écrites.

Il tient à honneur (et je ne saurais lui en vouloir, car c'en est un grand) d'être un « manuel » — et, à aucun prix, il ne veut avoir quelque chose de commun avec ceux qui « font des livres ».

Un jour que je voulais lui faire lire un ouvrage de Proudhon sur la Propriété, il me répondit d'un ton qui ne pourra jamais s'effacer de ma mémoire : « Ah ! non, merci, mon vieux ! tous tes bouquins ne me disent rien qui vaille. Pour me faire une opinion je n'ai pas besoin d'ingurgiter des centaines de pages. Ma philosophie, elle est là-dedans ». Et ce disant, il se frappa sur la tête.

Depuis ce jour, jamais plus je n'essaierai de lui faire lire même une brochure, car il se mettait en colère et me demandait si je le prenais pour un imbécile au point de croire qu'il avait besoin d'un bouquin pour savoir ce qu'il devait penser.

**

Mon ami Ernest n'est, malheureusement pas le seul homme soi-disant « avancé » qui tienne en aussi sainte horreur les bouquins de philosophie ou d'études sociales ou économiques.

Je connais nombre de camarades qui ne veulent pas se donner la peine de se livrer à la lecture. Il est pénible de constater que trop sont encore en bulte à la phobie du livre. Qu'en se mêle de ces intellectuels qui pontifient un peu partout, à la rigueur cela se connaît ; car la guerre nous a donné une trop grande désillusion au sujet de ceux que nous étions trop habitués à considérer comme les « maîtres de la Pensée Anarchiste ». Les reniements de Jean Grave, Malatto, Cornelisen et la triste abdication de Kropotkin ne peuvent pas ne pas avoir créé une sorte de malaise.

Mais, cependant, il nous faut reconnaître que notre pensée a besoin, lorsque nous entrons dans la bataille d'idées, d'être mise au point.

On peut être un révolté par tempérament, on peut avoir des tendances anarchisantes dès le plus jeune âge — mais on ne peut réellement prétendre à être un anarchiste sans avoir confronté, analysé les faits sociaux avec la

Ainsi cette lettre n'est pas parvenue que parce qu'elle fut indirectement adressée de Faux à sa compagne par l'intermédiaire

d'un copain. Ainsi, l'on continue à intercepter la correspondance du malheureux soldat, si loin des siens, l'on continue à escamoter les lettres de Mme Faux à son compagnon.

C'est donc là toute la réponse de M. Maginot aux légitimes revendications du gréviste de la faim ?

Et Faux ne désarme pas. Il le dit : malgré son extrême faiblesse, il continue son grève.

DEPUIS SEIZE JOURS, LE SOLDAT FAUX N'A PAS MANGÉ.

Maintenant, sa vie est en péril. Nous pouvons — hélas ! — nous attendre à recevoir, un jour ou l'autre, la nouvelle d'un accident quelconque.

Va-t-on le laisser ainsi se suicider ? Et cependant le dilemme est atrocement tragique : ou la femme et les enfants meurent de faim sans le vouloir, ou le soldat Faux meurt volontairement de faim.

Allons, monsieur Maginot, avant l'irréparable, décidez-vous. Il en est temps encore.

**Il y a du mieux
mais ce n'est pas cela encore**

Depuis lundi, le nombre des abonnements qui nous parviennent journalièrement augmente régulièrement.

Mais, nous l'avoisons, nous ne recevons pas quotidiennement les cinquante abonnements que nous escomptions. Pourtant, il nous faut, pour le 10 avril, les quinze cents nouveaux abonnés que nous réclamons depuis une huitaine.

De nombreux camarades nous écrivent qu'ils ne peuvent point, du jour au lendemain, distraire de leur maigre budget les 20 francs, montant d'un abonnement de trois mois. Ils nous demandent un répit de quelques jours.

Ce qu'ils nous disent est juste ; et c'est ce qui nous fait espérer malgré tout.

Toutefois, que les amis qui disposent, eux, immédiatement de la somme n'attendent pas d'avantage pour s'abonner. Que, par négligence, ils n'ajoutent point à nos angoisses.

Le *Libertaire* quotidien vivra, c'est entendu ; il aura, nous n'en doutons pas, au dix du prochain mois ces 1.500 autres abonnés, mais que nous serions heureux de vous annoncer que dès maintenant les lecteurs au numéro bientôt à plus de 50 par jour, avec leur funeste habitude.

Grandeur et décadence

Tout le monde en a parlé ! Tout le monde a eu, plus ou moins, la larme à l'œil. Et le Calife est parti en exil...

Il y a une certaine mélancolie — une mélancolie non sans grandeur — dans ce départ.

Le Calife Abdul Medjid était en effet le successeur spirituel de Mahomet, le chef véritable de la religion musulmane.

Et voici qu'aujourd'hui, brusquement, le Calife Abdul Medjid doit s'en aller, vulgaire proscribt, vers des terres nouvelles.

Un autre se proclame calife à sa place. Et les fidèles ne disent mot.

C'est bien là un signe des temps.

Les religions se meurent, sans appel. Les Musulmans tolèrent que l'on meute à la porte celui qui équivaut chez eux au pape. Quelles furies, quelles passions un tel fait aurait soulevées il y a seulement un siècle ! Aujourd'hui, rien.

Le Calife proscribt, réfugié à Territet, attend, sur la haute terrasse d'un hôtel, les événements. « Il faut attendre, soupire-t-il, en remuant sa tête blanche. Demain... Demain... Non, demain ne lui apportera rien, sinon la nouvelle déception de voir que tout est fini.

Les religions ne sont plus de taille à lutter avec le progrès. Leurs histoires désuètes et leurs fictions enfantines ne peuvent plus satisfaire l'esprit humain.

A l'homme qui lutte dans la vie quotidienne, qui se débat sous l'emprise des événements, ces conceptions apparaissent comme définitivement d'un autre âge.

Les religions ne peuvent plus lutter contre les réalités.

Elles s'en sont aperçues et ont essayé tout d'abord de s'accommoder de ces réalités. Mais en vain. Car si leur aurait fallu se détourner du fond en comble et, par là, se détruire.

C'est pour cela qu'impunissables, les religions végétent jusqu'au jour où elles sombreront à tout jamais dans l'oubli, comme ont sombré déjà celles qui les ont précédées.

Le pain à 1 fr. 40

Marseille, 13 mars. — A Saint-Rémy-de-Provence, le maire, après entente avec les boulanger, a fixé à 1 fr. 40 le kilo le prix du pain de consommation courante.

Si l'on songe qu'en province les ouvriers sont encore plus mal rétribués qu'à Paris, on peut s'étonner davantage de voir que là-bas le prix du pain est encore plus élevé qu'ici.

Mais jusqu'à quand ces choses se produiront-elles ? Le populo ne va-t-il point perdre bientôt patience ?

le libertaire

ABONNEMENTS	
POUR LA FRANCE	POUR EXTRÉMITE
Un an..... 80 fr.	Un an.... 112 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois 20 fr.	Trois mois 28 fr.
Chaque postal	Colande 88-65

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

AU HAVRE**Grève sur le "Savoie"**

Hier matin à 7 heures, l'équipage du paquebot « Savoie » ayant eu à subir les brimades et l'arbitraire des autorités du bord ainsi qu'un régime des plus détestables, a mis le sac à terre.

Le personnel des machines et ponts s'est réuni le soir et a décidé de continuer le mouvement de protestation contre la mauvaise administration du « Savoie » et contre tout ce qui concerne la non-application des règlements syndicaux du bord.

Le moral est excellent dans tout le personnel.

JULIE,
des Inscrits Maritimes.

Notre campagne pour l'Amnistie

Pour appuyer la revendication filiale de Jeanne Morand et la soutenir durant sa pénible protestation de grève de la faim nous avons dû, pendant trois semaines, ne plus parler de l'Amnistie et arrêter, bien malgré nous, notre agitation en faveur des cent mille emmurez.

Nous avons jugé par la suite qu'il nous était impossible de faire, pour le moment, rebondir cette campagne pour l'Amnistie.

Mais les groupements anarchistes ne se désintéressent point pour cela des emprisonnés. Ils préparent, pour les sortir de prison, une autre campagne qu'ils espèrent concluante.

Ils vous en toucheront d'ailleurs quelques mots au prochain meeting pour l'Amnistie qui aura lieu lundi à 20 h. 30, salle des Sociétés Savantes.

POUR FAIRE PLAISIR À DAUDET**Six mois de prison à Meunier****Quatre mois à Colomer...**

Le *Libertaire*, hier, comparaisait devant la onzième Chambre pour cinq poursuites, en la personne d'André Colomer et de notre gérant Gaston Meunier.

Voir l'énumération des articles qui servirent de prétexte à la répression gouvernementale :

1^o La reproduction sténographique du discours prononcé au Congrès de C.G.T.U., à Bourges, par André Colomer, sur la Révolution allemande et publiée dans le *Libertaire* sous ce titre : *La Conscience Anarchiste dans la Révolution*.

2^o Un article antiparlementaire d'André Colomer, à propos du programme électoral du Parti communiste, publié dans le *Libertaire* sous le titre de : *Zim-boum-boum !*

3^o Un article signé « le Pot à Colle ».

4^o Un écho antimilitariste.

5^o La reproduction d'un article de Louis Aragon paru dans la revue *Littérature*, à propos du geste de Germaine Berton.

Mais tout ça n'est que le moyen. Le but, un seul : calmer Léon Daudet, apaiser la Terre de la rue de Rome, lancer à la bête enragée, en pâture, de l'anarchiste enchaîné, de l'anarchiste traqué — au moment où elle hurle à la mort pour s'être vu dénoncée par sa propre descendance au moment où elle supporte l'horreur d'avoir elle-même livré à la mort, sa progéniture.

C'est M. Henry Torrès qui défendait notre ami Colomer.

L'éloquent avocat durant près de deux heures lutta pied à pied avec l'accusation, pour démontrer la stupidité des poursuites.

Torrès contesta d'abord la compétence du tribunal correctionnel. Il fit le procès des lois scélérates qui permettent au gouvernement d'échapper la pensée libertaire et de faire condamner automatiquement par des juges à sa solde, tous ceux qui n'approuvent pas le régime, tous ceux qui indignent l'iniquité sociale. Et d'ailleurs, la loi de 1894 ne visait que les actes de propagande anarchiste. Dans les passages incriminés on ne trouve aucune provocation et aucun acte.

L'auteur des articles, le camarade Colomer, se gardera bien de provoquer autrui à des actes qui ne seraient pas le fruit d'une libre délibération. Par les phrases retenues par l'accusation il ne dit pas aux autres : « Faîtes comme ceci. Allez, s'il vous plaît, comment l'agirez dans telles et telles circonstances ». Est-ce de la provocation ?

C'est de la philosophie et de la sociologie qui s'expriment dans son discours du Congrès de Bourges.

Quant à l'article *Zim-boum-boum* voilà leur programme électoral ! C'est une simple critique de l'agitation parlementaire des politiciens du communisme autoritaire que Colomer met en parallèle avec celle des royalistes d'*Action Française*. Il met dans le même sac tous ceux qui luttent pour l'assiette au beurre gouvernemental et il conclut :

« Allons, bon prolo : laisse leur lune à tous ces astronomes. Et prends à leur barbe les biens qui t'appartiennent. Fais-toi-même la Révolution ! »

Torrès poursuit :

« Si vous poursuivez Colomer pour cette phrase, vous devez y amener aussi le bon

Berlin, 13 mars. — Cet après-midi à 13 heures 12, après le vote à troisième lecture de la loi sur la banque d'émission à billets or, le chancelier Marx est mortifié à la tribune pour exposer les raisons qui avaient décidé le gouvernement, hier suite du refus du Reichstag d'approver les ordonnances fiscales décretées conformément à la loi des pleins pouvoirs, à demander au président du Reich la dissolution du Reichstag.

Le chancelier lut ensuite le décret de dissolution du président Ebert. Le président Loeb déclara alors que le Reichstag a cessé de vivre. — (Radio).

L'ASSASSINAT DE PHILIPPE DAUDET**L'instruction se dérobe**

Aucun fait nouveau ne se produit. Le *Matin* demande comment nous avons pu nous procurer la photographie de Philippe Daudet parue dans le numéro, de 8 décembre 1923 du *Libertaire*, photographie qui avait été communiquée à la police par un membre de la famille. Nous ne nous étendrons pas là-dessus. Nous avons fait preuve, tout simplement, en cette occasion, d'un peu d'habileté journalistique pour nous procurer un document qui, le *Matin* l'avoue, était utile pour faire connaître la vérité.

L'autre figure

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Un journal de Copenhague publie un message annonçant que Rykof, successeur de Lénine, souffre d'une affection de reins et les docteurs déclarent que Rykof ne pourra jamais prendre une part effective à la conduite des affaires de l'Etat.

Cette dépêche qui doit être acceptée sous toutes réserves, laisse cependant percer la situation critique de la politique russe. Il y a quelque temps le bruit avait circulé que Rykof était parti à destination de l'Angleterre, et son passage avait été signalé à Berlin. Aujourd'hui l'on nous annonce sa maladie incurable. Rykof n'était pas d'accord avec certains membres influents de l'Internationale Communiste, et nous pensons que son affection est du même genre que celle de Trotsky, purement diplomatique.

Evidemment rien d'officiel n'arrive jusqu'à nous, et tout ce que nous pourrions apporter ne serait que des suppositions. Ce qui est certain c'est que les pourparlers avec les autres puissances, pour la reconnaissance de la Russie se poursuivent sans discontinuer, et la Suède serait prête à renouer avec Moscou les relations diplomatiques.

Seul bientôt, Poincaré restera en dehors des autres Etats.

En Irlande l'agitation continue ; elle est purement politique pour le moment. Mais à la faveur des événements, des troubles peuvent surger, et l'Irlande sera divisée à nouveau en deux camps, qui recommenceraient une lutte acharnée.

Le seul remède serait de séparer ce pays de l'Empire britannique, mais le Gouvernement de Mac Donald ne consentira jamais à faire ce pacte. Les Indes avaient elles aussi espéré en l'avènement des travailleurs. Ce fut une grande déception pour les Indiens de constater que la politique du Labour Party ne se différencie en rien de celle du Parti Conservateur, et naturellement les esprits sont surexcités. Les troubles sont à craindre qui seront, hélas, comme toujours réprimés avec la dernière violence.

En Allemagne la crise politique est à son point culminant, et le Parlement a été licencié par décret du président Ebert. Les députés se présenteront donc à nouveau devant leurs électeurs, et M. Marx exercera jusqu'à la réunion de la prochaine assemblée, les pleins pouvoirs, que lui refusa la Chambre actuelle.

Ce qui est clair dans tout ce qu'il se passe politiquement, c'est que le prolétariat allemand n'a rien à espérer de la consultation électorale. Ses intérêts particuliers ont été sacrifiés, la journée de huit heures a été abolie, et c'est sur le terrain purement économique que la classe ouvrière allemande doit lutter, pour reconquérir ce qu'elle a perdu dans ses dernières batailles contre le capital.

J. G.

ANGLETERRE

PAUVRE TYPE !

Londres, 13 mars. — Un jeune écossais ayant été arrêté pour ivresse manifeste sur la voie publique, a été condamné aujourd'hui par le juge du tribunal de Bath, à payer immédiatement une amende de 10 shillings. L'Ecosse ne pouvant acquitter immédiatement l'amende qui lui était infligée, proposa au tribunal d'accepter en garantie sa jambie artificielle qui lui avait coûté 12 guinées.

Cette offre ne fut pas acceptée.

Le malheureux avait sans doute perdu sa jambe à la guerre et faisait partie de ceux qui « ont des droits sur nous... ». Oui, des droits, mais à condition qu'ils soient de « bons travailleurs », faisant 12 heures par jour, ne réchignant jamais et l'échantissant les bottes patronales !...

NAVIRE EN DETRESSE

Londres, 13 mars. — Deux destroyers ont été dépêchés aujourd'hui au secours d'un navire en perdition dans la mer du Nord et à l'ordre duquel se trouvent 13 hommes. Indépendamment du danger qui fait redouter la présence du vapeur dans la mer du Nord, en raison du brûlage, on craint fortement au sujet de la vie des hommes qui sont dépourvus de moyens pour signaler leur existence.

LE CABINET TRAVAILLISTE EN MINORITE AUX COMMUNES

Londres, 13 mars. — Le cabinet travailliste vient de subir sa première défaite à la Chambre des communes. Une proposition du gouvernement tendant à prolonger les futurs débats au-delà de vingt-trois heures a été repoussée par 234 voix contre 207. — (Agence Radio.)

INDES ANGLAISES

LA GREVE DES FILATURES

Bombay, 13 mars. — Les filateurs grévistes ont incendié une nouvelle filature. Les dégâts se montent à 10.000 livres sterling.

Voilà les bénéfices qu'auront les patrons d'exaspérer leurs ouvriers.

EXPLOSION A BORD D'UN DESTROYER
Londres, 13 mars. — Trois hommes ont été sérieusement blessés aujourd'hui, par suite d'une explosion qui s'est produite aujourd'hui à bord d'un destroyer grec, « Panthère », qui se trouve en réparations à Cowes. L'explosion est due, dit-on, à l'imprudence d'un marinier qui aurait renversé un bidon d'essence.

MAROC

COLONISATION

Londres, 13 mars. — Un communiqué officiel espagnol sur les opérations au Maroc annonce que dans la zone de Tizi Azza, trois indigènes ont été tués au cours d'un combat et deux autres blessés, tandis qu'un blessé du génie a été tué.

Dans la zone ouest, au cours d'une fusillade qui eut lieu pendant la nuit un capitaine de l'armée régulière a été tué.

Voici les « brillants » résultats de la colonisation « civilisatrice ».

ÉTATS-UNIS

Mme WILSON ARRETE LA PUBLICATION DES ECRITS DE L'EX-PRESIDENT

Washington, 13 mars. — Mme Woodrow Wilson a résolu de se prévaloir d'une loi fédérale pour arrêter la publication d'extraits de lettres et manuscrits de l'ex-président, jusqu'à ce qu'elle puisse décider de quels manuscrits les documents seront publiés d'une façon autorisée.

GRÈCE

DU ZÈLE

Le ministre de la Justice grec a donné des instructions pour que les portraits du roi et de la reine soient enlevés de tous les bâtiments publics. On croit savoir, d'autre part, que le nom de « Royaume de Grèce » sera immédiatement changé.

A la suite de l'attentat commis contre la légation britannique, le directeur de la police d'Athènes a été révoqué. Un ministre de la sécurité publique sera créé.

La nouvelle république fait du zèle. Tout nouveau, tout beau.

HONDURAS

LA REPUBLIQUE DU HONDURAS SANS GOUVERNEMENT

La mort du président Lopez Gutierrez survenue en pleine guerre civile provoquée par les élections présidentielles, a laissé la République du Honduras sans gouvernement.

Le corps diplomatique est parvenu à faire signer un armistice entre les trois fractions qui se disputent la présidence.

Voilà, en effet, une situation déplorable. Pas de gouvernement : Comment le peuple pourrait-il vivre ? Nous sommes convaincus que les trois fractions vont se mettre d'accord pour se partager le pouvoir, car un gouvernement est plus facile à trouver dans une société capitaliste que le bien-être pour le prolétariat.

ALLEMAGNE

BAGARRE A BERLIN

Hier, à Berlin, les communistes ont assailli les membres de l'association nationaliste « La Jeunesse bismarckienne ». Cinq nationalistes ont été blessés à coups de couteau.

Les jeunes nationalistes allemands ne pourront pas dire qu'ils ont voté cette correction. Leur attitude provocatrice était à la fin intolérable.

ASSEMBLÉES ELECTORALES ET SEMAINE SAINTE

Le Reichstag a voté cet après-midi la loi interdisant de tenir des assemblées électives pendant la semaine du vendredi saint.

Voilà bien la première fois que la semaine sainte sera à quelques chose ! Pendant quelques jours, elle préservera des bateleurs les oreilles de nos camarades d'Outre-Rhin.

UNE NOUVELLE INFAMIE

L'affaire Arias, Quiros et Rivera

Nous reproduisons d'après « La Hache » la circulaire qui a été envoyée par nos camarades de La Havane.

Par sa lecture nos camarades feront la preuve, une fois de plus, des artifices que la bourgeoisie met en jeu lorsqu'elle veut supprimer quelque travailleur indésirable. Voici la circulaire :

Chers camarades,
Nos sentiments blessés s'élevent de nouveau devant le danger, pour l'instinct de survie ordinaire par nos ennemis pour la sauveté de nouvelles victimes.

La brasserie « Polar » en tanqueraute, par suite du boycottage que soutient contre elle le « Syndicato obrero de la Industria Fabril », secondé par la plus grande partie des organisations ouvrières de Cuba et par beaucoup de travailleurs non organisés, tente de sortir de son échec retourné en tramant un procès criminel contre nos camarades Angel Arias, Eduardo Rivera et Luis Quiros, prétendant les faire poursuivre comme auteurs des empoisonnements qui viennent de se produire avec la bière « Polar ».

Il est insensé de penser — même dans la plus improbable hypothèse — qu'on puisse leur imputer la moindre culpabilité. Il est du domaine public — surtout parmi les prolétaires — que leur action consistait dans la propagande raisonnante et constante que, journallement, ils faisaient parmi les organisations ouvrières en indiquant les moyens qui devaient conduire au but poursuivi d'organiser les travailleurs dans une franche lutte de classes, pour entraver avec avantage, avant qu'elle se produise, l'action que nous opposons nos ennemis communs : la bourgeoisie d'Etat et la religion.

Un jour — il y a approximativement trois ans — la discorde produite par les intérêts antagonistes des cuviers et patrons parvint à son point culminant et ce fut de là, que le « Syndicato obrero de la Industria Fabril » et la brasserie « Polar » s'affrontèrent en lutte ouverte ; la grève déclarée par le Syndicato amena comme conséquence le boycottage de la bière « Polar » et engagea à propager le boycottage avec la plus grande intensité, nous prîmes les mesures qui comportait cette action, mesures qui propagèrent très activement les camarades Arias, Quiros et Rivera.

Le boycottage soutenu contre la bière « Polar » a donné de tels résultats, par la coopération de tous les travailleurs que — nous le confessons franchement — il a surpris nos calculs. La vente de la bière décrût de telle façon qu'il y a déjà longtemps que l'entreprise ne se soutient qu'au prix des plus grandes pertes dans

l'attente d'un moment opportun pour déclarer la faillite.

Il est nécessaire de remuer l'opinion publique pour dévancer la criminelle conspiration tramée afin d'obtenir la condamnation de nos camarades, car si nous restons indifférents, il est presque sûr qu'il soit prononcé une sentence de culpabilité, le tribunal s'inspirant de la gratuite et calomnieuse campagne organisée par la presse mercenaire contre nos camarades pour suivre.

Nos camarades poursuivis sont membres du « Sindicato obrero de la Industria Fabril », qui s'est engagé à prendre leur défense. Malgré cela, tout ce que nous pourrons faire pour intégrer le travail de propagande en faveur de nos camarades, ne sera pas de trop. C'est parce que nous apprécions ainsi le problème que nous vous adressons cette circulaire.

Pour connaître votre mouvement et vous communiquer le cours du procès, ainsi que toutes sortes de renseignements que vous sollicitez ou que nous puissions vous envoyer tout ce qui peut servir, nous désirons entretenir avec vous une correspondance ininterrompue, si c'est possible.

Reconnaissons d'avance de tout ce que vous pourrez faire pour cette cause, nous restons à votre disposition, fraternellement.

Le Comité.

N. B. — Nous demandons la reproduction de cette circulaire dans tous les journaux ouvriers et libertaires.

LES FAISEURS DE LOIS

Les Décrets-lois au Sénat

L'arrogance de M. Poincaré est réservée à l'opposition de la Chambre des députés. Au Sénat, il fait montre d'une courtoisie qui lui est peu commune. C'est qu'il ignore pas que sa majorité à la Chambre haute est loin d'être assurée, et il cherche à ménager les vieux sénateurs qui peinent à penser que le président du conseil actuel est indispensable pour tenir les guides du Gouvernement.

Hier après-midi s'est ouvert le débat sur les projets fiscaux qui ont été votés à la Chambre ; et bien avant l'ouverture, les tribunes étaient pleines, car l'on s'attendait à une séance orageuse et pleine d'impressions. Il n'en fut rien. Toute la séance fut occupée par la lecture des conclusions du rapporteur général des finances, M. Béranger, et par un exposé de la situation financière par M. Poincaré.

Le rapporteur de la commission des finances déclare que la commission accepte de donner au gouvernement les armes financières qu'il réclame pour équilibrer son budget, mais qu'elle préfère puiser ces armes dans la légalité, et se refuse à user de moyens qu'elle considère comme anti-constitutionnels.

M. Béranger ajoute que la commission fait toute réserve sur l'efficacité des projets financiers du gouvernement, qu'elle n'a pas eu le temps d'étudier, le gouvernement l'ayant obligé, vu l'urgence, à accomplir huit jours un travail qui aurait nécessité au moins trois mois d'études approfondies.

En conclusion, le rapporteur de la commission espère que le gouvernement suivra une politique financière qui permettra au peuple de ne pas payer les impôts qui devraient être à la charge du contribuable allemand, et regrette que l'occupation de la Ruhr n'ait pas apporté les résultats qu'en espérait le gouvernement.

Poincaré succéda à M. Béranger, et refusa le discours-programme qu'il nous a déjà servi à la Chambre des députés. Il affirmé que la Ruhr n'est un gage important entre les mains du peuple français, et qu'il ne la quittera qu'après le paiement total des dettes allemandes.

Rien ne légitime, selon notre premier, la dépréciation du franc, car jamais la situation du pays ne fut aussi prospère, et c'est de la spéculation étrangère qui est cause de la chute de notre devise nationale.

Il est possible, continue Poincaré, que si le gouvernement était mis en minorité, le franc subisse une hausse provisoire, mais il assure au Sénat, que par la suite la devise nationale subirait un désastre.

En un mot, Poincaré prétend que si le Sénat ne vote pas pour lui, la France est perdue, et il poursuit en faisant l'apologie de notre situation économique qui est admirable.

Nos exportations se sont accrues, dit en terminant le président du conseil, nos régions dévastées sont reconstruites, nous avons l'Alsace et la Lorraine, et toute intégrité sera sacrifiée.

Le témoignage national descend de la tribune applaudie par la droite, et demande au Sénat de siéger ce matin, afin de terminer au plus tôt le débat financier.

Ce matin, à neuf heures, commencera donc probablement la discussion de l'article premier relatif aux décrets-lois. Si celui-ci est voté, Poincaré sortira définitivement victorieux de la bataille.

Le Congrès des usines aura le dernier mot.

Les conflits économiques

A MONTATARE

A la fonderie Grange et Cie, le travail a cessé le 11 mars, à 10 heures du matin. Aucune défection, bonne préparation, la résistance s'organise. A la demande des 6 fr., on nous avait offert... d'attendre.

Ceux de la fonderie Grange de Paris comprendront-ils leur devoir ?

CHEZ LES SERRURIERS

Les ouvriers de la maison Dernis et Berthon ont repris le travail hier, après seize jours de grève qui leur apportent une légère augmentation de salaire ; ils n'abandonnent pas leurs légitimes revendications et sont rentrés au travail en s'engageant à venir grossir les rangs du Syndicat et à faire dans l'atelier toute l'action nécessaire.

AU ROYAL EXCHANGE

Le mécontentement est vif parmi les employés de la compagnie d'assurances Royal Exchange, 20, rue Le Peletier. Devant le résumé formulé par leur Compagnie d'augmenter leur indemnité de vie chère, les employés ont, comme prémier avertissement, quitté en totalité leur service une heure avant la fermeture des bureaux et se sont rendus à la Bourse du Travail où ils ont chargé la Chambre syndicale des Employés de présenter et défendre leur revendication.

DANS LA TERRASSE

L'action engagée pour obtenir le tarif, sur les chantiers Porte de la Muette et Porte de Ménilmontant (à la démolition des fortifications) est engagée. Les copains sont régis. Prière aux répliquants de continuer l'action pour faire rendre gorge au potentiel de l'entreprise Mazel.

CHEZ LES OUVRIERS MOULEURS

Les ouvriers moulieurs, réunis en assemblée à la Bellevilloise, ont pris connaissance de l'entrevue de leur délégation avec la délégation patronale. A cette assemblée, il a été décidé à l'unanimité d'accepter la délégation patronale, qui viendra à la réunion de ce matin, 10 heures, 23, rue Boyer, pour faire connaître leurs buts de conciliation.

Les ouvriers moulieurs ont confiance à la délégation qui débâlera.

DANS LE BRONZE

Nous informons les ouvriers en bronze que, conformément à la décision de l'assemblée du 8 mars, les revendications d'augmentation de 6 fr. 75 de l'heure ont été présentées par les ouvriers dans les maisons et chez les façonniers du bronze.

CHEZ LES OUVRIERS MOULEURS

L'Action et la Pensée des Travailleurs

CONFÉRENCE DE L'A.I.T. à Innsbruck

Après une année de travail préparatoire, le Bureau Administratif de l'A. I. T. s'était rencontré en séance plénière pour examiner le chemin parcouru, considérer la situation dans les différents pays et prendre des décisions d'ordre pratique pour le travail de l'année qui vient de commencer et qui se terminera par le deuxième Congrès mondial de l'A. I. T.

Nous donnons ici quelques-unes des résolutions les plus importantes de la conférence, adoptées toutes à l'unanimité :

LA SCISSON EN HOLLANDE

Le Plénium du Bureau Administratif transmet aux camarades hollandais du Nederlandisch Syndicalistisch Vakverbond (N. S. V.) ses sentiments de solidarité cordiale et leur souhaite le meilleur succès dans leur œuvre d'émancipation sociale du peuple travailleur. Le Plénium considère que, vu les luttes intestines incessantes au sein de l'ancien N. A. B., développées grâce aux intrigues communistes qui ont rendu impossible toute action commune et unie, la route prise par nos camarades hollandais du N. S. V. a été la seule possible pour sortir de l'impuissance actuelle et pour proclamer les idées du syndicalisme révolutionnaire dans les rangs du prolétariat hollandais. Le Plénium est convaincu que les camarades du N. S. V. marcheront de front avec le prolétariat des autres pays unis autour de l'A. I. T. et lutteront pour l'émancipation totale contre le joug du salariat et de l'Etat afin de réaliser le but final de la Révolution Sociale.

LES MENEES COMMUNISTES EN ARGENTINE ET EN URUGUAY

Le Plénium du Bureau Administratif considère que la situation révolutionnaire en Argentine et en Uruguay possède des particularités qui exigent l'attention spéciale du Bureau Administratif. Les Partis Communistes ont semé dans le mouvement de tous les pays une méfiance et une hypocrisie qui dans le cas, amènent vers la défaite complète le mouvement ouvrier.

Ce sont les renégats de l'anarchisme qui ont entrepris cette mission en Argentine et en Uruguay. Ils se présentent sous des masques différents, mais admettent la dictature du prolétariat par les organisations ouvrières. C'est là un point de vue bien éloigné de nos conceptions. Tout en se déclarant opposées aux partis politiques, ces organisations anarchico-dictatoriales, au contraire, dans leur presse, les mots d'ordre de Moscou. Elant donné qu'ils emploient, dans leur agitation, un langage qui nous est très proche, il y a là un danger pour nos camarades et organisations, qui sont étrangers à leurs méthodes, car ces éléments confusionnistes s'infiltreront dans le syndicalisme antifasciste.

Le Plénium du Bureau Administratif prend note que les organisations de l'Argentine et de l'Uruguay adhérentes à l'A. I. T. ont su prendre les mesures nécessaires contre cette nouvelle épidémie d'idées établies du bolchévisme, et met en garde les organisations de tous les pays contre le développement international de cette nouvelle tactique de nos adversaires.

Ce Congrès a eu lieu les 2 et 3 décembre 1923.

Un exemplaire de ces résolutions, envoyé en son temps, s'est égaré. Ceci explique le délai dans la publication des décisions de la conférence de l'A. I. T.

LA SITUATION EN FRANCE

Le Plénium du Bureau Administratif prend note du rapport détaillé sur la situation du syndicalisme révolutionnaire en France ;

Constate que le compromis accepté par le Congrès International de décembre 1922 à l'égard du Comité de Défense Syndicaliste n'a donné aucun résultat et que la situation est, depuis, devenue encore plus difficile grâce à la déroute morale toujours grandissante du syndicalisme révolutionnaire en France ;

Considère que cet état de choses est dû, en grande partie à l'esprit d'indécision et au manque de clarté de beaucoup de camarades français qui, malgré leur bonne volonté et la droiture de leurs intentions, n'ont pas encore compris qu'on ne peut pas placer dans le même sac des idéologies opposées. L'essai infructueux, au nom d'une idée abstraite de l'unité, de réaliser la fusion du syndicalisme révolutionnaire avec les tendances réformistes de l'Internationale d'Amsterdam ou avec les appétites dictatoriales de celle de Moscou, ne conduirait inévitablement qu'à une trahison complète des idées et méthodes du syndicalisme révolutionnaire — comme cela a été maintes fois prouvé par l'expérience amère des dernières années. Les expériences de l'avenir ne donneront pas des résultats différents. Nous sommes convaincus que l'étape parcourue par le prolétariat révolutionnaire de France montrera, malgré tous les obstacles d'aujourd'hui, la vraie route de l'avvenir.

MEXIQUE

Le Plénium du Bureau Administratif ayant pris connaissance du rapport de la C.G.T. du Mexique, déclare que la Fédération Panaméricaine du travail dans les pays de l'Amérique centrale et du Mexique, est aussi dangereuse pour la cause de la révolution sociale et des intérêts de la classe ouvrière que la Fédération syndicale d'Amsterdam ou l'Internationale syndicale rouge de Moscou. La classe ouvrière révolutionnaire est mise en garde contre ces organisations qu'elle devra rejeter et contre lesquelles elle devra lutter.

ITALIE

Le Plénium du Bureau Administratif prend connaissance du rapport sur la situation tragique de l'Italie et envoie l'expression de ses sentiments les plus cordiaux de sympathie à tous les camarades restés fidèles à leur idéal et payant cette fidélité par de longues années de prison, et à ceux qui ont dû prendre la route de l'exil, mais qui, malgré tout, portent haut le drapeau révolutionnaire même à cette heure triste de la

réaction. Le Plénium espère en un avenir plus brillant pour l'Union syndicale italienne et pour le mouvement révolutionnaire d'Italie.

Le Plénium propose, en même temps, aux camarades de l'U.S.I., forcés par le fascisme à émigrer à l'étranger, de rester unis entre eux partout où ils sont en grand nombre et de considérer ce lieu comme un prolongement de l'U.S.I. C'est le devoir de ces camarades de s'organiser et de se déclarer solidaires avec les forces du syndicalisme révolutionnaire du pays où ils se trouvent, ce dernier ayant, à son tour, le devoir de les supporter dans leur lutte pour le soutien et pour l'existence même de l'U.S.I.

DECLARATION DE SYMPATHIE AUX I. W. W.

Le Plénium du Bureau Administratif envoie son salut fraternel aux I. W. W. et c'est avec un intérêt grandissant qu'il suit la lutte énergique des membres des I.W.W. contre la réaction de la ploutocratie américaine. Il prend cette occasion pour envoyer son témoignage de sympathie à tous les camarades persécutés. La position nette prise par les camarades des I.W.W. contre toutes les tentatives de subordonner la lutte héroïque pour l'émancipation sociale qu'ils mènent à des Luts et fins politiques donne aux représentants du syndicalisme révolutionnaire la meilleure garantie qu'en l'organisation des I.W.W. ceux-ci possèdent des frères de lutte combattant pour les mêmes buts communs avec l'A.I.T. : l'abolition du salariat, de l'exploitation économique et de l'oppression politique. Le Plénium du Bureau Administratif exprime son espoir que les I.W.W. trouveront la route vers l'union avec les syndicalistes révolutionnaires de tous les pays de façon à pouvoir, avec toutes ces forces unies, conduire la lutte contre toutes les forces de l'oppression.

RUSSIE

Le Plénium du Bureau Administratif envoie à ses frères russes l'expression de sa solidarité cordiale et proteste avec véhément contre les persécutions atroces sous lesquelles gémissent nos camarades par le régime du gouvernement des Soviets. Les persécutions sont d'autant plus condamnables qu'elles sont pratiquées par un gouvernement qui, sous le masque de la liberté et du socialisme, a dépassé de loin le despôsme des gouvernements bourgeois et qui a mis en péril la cause de la Révolution sociale. Le Plénium demande aux camarades de tous les pays d'user de tous les moyens pour prêter aide morale et matérielle aux camarades russes emprisonnés et exilés et d'arracher, dans l'intérêt de la liberté et de la future révolution sociale, le masque de la nouvelle tyrannie qui, sous la forme de la dictature du prolétariat, tâche d'étrangler la classe ouvrière.

Chez les Terrassiers

MEURES DE FASCISTES A MONTLERY

Camarades chômeurs, ne vous dirigez pas momentanément sur les travaux de construction de l'autodrome de Montlery. (*Il y a danger de mort.*)

Un de nos camarades s'était rendu sur ce vaste chantier pour y demander de l'emploi. Consultant les ouvriers qui lui déclaraient être payés de 2 fr. 10 à 2 fr. 30 l'heure, il faisait savoir à ces malheureux camarades d'origine italienne, polonoise et polonaise, qu'il existe à Paris un syndicat susceptible de prendre en main la défense de leurs intérêts, lorsque sept individus fascistes formant les cadres de l'entreprise en qualité de chefs d'équipe, accompagnés d'un chien molosse, se ruèrent sur notre camarade. Ils frapperont à coups de pied et de bâton sur notre camarade, le traînant sur un parcours de trois à quatre cents mètres. De tels brigandages se passent de commentaires. Les camarades feront bien, pour se diriger en cas de nécessité d'embauche sur Montlery, de se munir de moyens de défense pour assurer leur sécurité.

Les camarades de la corporation sont priés, en cas d'embauche sur les chantiers, de chevailler d'industrie nommé « Souvelier à Courbevoie, aux voies-pont de la Défense, d'exiger le tarif syndical et la paie tous les soirs.

Cet individu qui était aux prises avec le syndicat, devait donner une réponse définitive mardi 11 mars, sur l'acceptation des revendications; la réponse fut négative. Les ouvriers réclament leur règlement.

Depuis ce jour, « Souvelier » reste introuvable, ainsi que son chef de chantier. Les ouvriers attendent leurs paies, et ne veulent rien venir.

Qui attend la police, si prompte à exercer la violence contre les ouvriers, pour mettre la main au collet de ce triste individu ?

HUBERT.

A propos des syndiqués espagnols

Le 6 mars, l'Union des Syndicats de la Seine a convoqué une réunion des syndiqués espagnols. La convocation ne parut que le jour même, et dans la ville de « Humanité », de façon que les nombreux militants de la C. N. I. que la réaction fit émigrer n'aient pas connaissance de cette réunion. Il est vrai que quelques invitations personnelles avaient été faites.

Le S. U. B. n'avait pas été averti, ainsi que la plupart des syndicats d'ailleurs.

A cette réunion, il fut formé un comité intersyndical de langue espagnole, et Raimoni déclara nettement qu'il n'y avait pas à prendre en considération la volonté des syndicats et que, même si la grosse majorité des syndiqués espagnols n'était pas de son avis, il formerait son C. I. avec la minorité, et ouvrirait à sa guise, en exécution des ordres des organisations centrales.

Pour qui connaît l'esprit des syndicalistes espagnols, il est manifeste qu'on veut créer contre leur volonté un organisme qui agira ensuite en leur nom sur les non-syndiqués et face au public; c'est de cette façon qu'on crée des mouvements factices, des groupements fantômes, et qu'on fait du syndicalisme sur la masse au profit d'autre chose.

L. Ch.

Contre l'impôt inique !

A LA CARROSSERIE KELLNER DE BILLANCOURT

Hier matin, malgré toutes les « bournies » postées à l'entrée de la carrosserie Kellner, les ouvriers de cette maison continuèrent à rester hors de l'usine et se réunirent salle Maurice, 153, avenue Edouard-Vaillant.

Après avoir entendu le camarade Lénard secrétaire de la voiture-aviation, ils décidèrent de faire une petite démonstration dans Sévres localité où habite l'ouvrier de la maison désignée. Ensuite, ils rédigèrent la lettre suivante que la délégation doit remettre ce même soir, à 5 heures, à M. Kellner :

« Avant-hier 12 mars 1924 deux délégations ouvrières consécutives sont allées vous trouver pour essayer de résoudre le conflit que vous connaissez. Les pourparlers n'ayant pas abouti, les ouvriers à l'unanimité ont décidé de continuer leur mouvement de protestation, jusqu'à complète satisfaction.

Réunis aujourd'hui salle Maurice, ils déclarent que pour eux les pourparlers ne sont pas rompus et tiennent à dégager leur responsabilité pour la continuation de ce mouvement. Ils mettent leur comité de grève à l'entière disposition de la direction pour résoudre ce conflit le plus tôt possible et cela dans l'intérêt des deux parties. En conséquence ils demandent à M. Kellner l'acceptation des propositions suivantes :

1° Que M. Kellner s'engage formellement et par écrit à ne plus s'interposer dans un différend qui pourrait exister entre la fisc et ses ouvriers pour le paiement de l'impôt sur les salaires.

2° La reconnaissance des délégués d'atelier qui permettront à l'avenir d'éviter un conflit comme celui qui vient de se produire :

3° Aucune sanction pour fait de grève. »

Si la réponse attendue du carrossier Kellner est favorable, ses ouvriers réintègreront ce matin leur travail.

Sinon, le mouvement continuera jusqu'à entière satisfaction. Ainsi en ont décidé les ouvriers solidaires de leur camarade imbu.

Le secrétaire adjoint, O. GOUTURIER.

DANS LA SOMME

Le Congrès de l'U. D. U.

Le Congrès s'est tenu dimanche, à dix heures du matin, à l'Union, sous la présidence de Dupuis (Métaux d'Amiens).

Après lecture et adoption des procès-verbaux, le Congrès confirme la décision de la C. E. concernant le refus d'accorder à la C. G. T. U. la cotisation 1923 pour les Unions Régionales, pour cause d'impossibilité financière. La commission rapporte sur la validation des mandats, quatorze syndicats représentés, dont un nouveau : Limonaïadiers d'Amiens.

Absents : Verrières de Gamaches.

Section administrative : caisse administrative, 462 fr. 20; grèves, 5.495 fr.

Pour l'élection du bureau, personne ne se présentant, Barbet déclare qu'il acceptera, mais sans rien abandonner de ses convictions, et si l'U. D. U. se prononce nettement pour l'autonomie du syndicalisme vis-à-vis des partis politiques. Dupuis approuve, mais s'élève contre une nouvelle scission. Prost (Cheminots Longueau) s'oppose à la sortie des syndicats de la C. G. T. U. pour aller à une autre internationale.

Le délégué du Bâtiment d'Albert défend la tactique syndicale du P. C.

Prost dépose la résolution d'unité de Saint-Omer. Le Congrès l'adopte, déclarant qu'elle est identique à celle de la Somme condamnée par le bureau confédéré.

Barbet donne lecture et demande le vote des modalités d'application définies par Marie Guillot dans le dernier numéro de la B. S. Adopté par quarante-quatre mandats dont un (Bâtiment d'Albert). Barbet déclare accepter le secrétariat dans les conditions fixées; 500 francs sont votés pour les grèves récentes de Saint-Ouen.

La C. E. est renouvelée.

Pour 1924, les syndicats paieront dix centimes par membre et par mois.

La séance de l'après-midi est occupée par une longue discussion sur le mandat à donner au délégué au C. C. N. Il est défini comme suit :

Acceptation intégrale des suggestions de tous groupements, mesurée à leur secteur d'influence syndicale ;

Condamnation de la subordination aux partis, de la liaison organique, de l'autonomie qui serait une nouvelle scission ;

Refus d'adhérer à une nouvelle Internationale, acheminement vers l'Internationale unique.

P. S. — Dans l'impossibilité d'assister à la séance de l'après-midi, je déclare faire des réserves sur le passage en italique, qui me semble manquer de clarté.

R. BARRET.

Patronat de combat

A l'heure où les nécessités de l'existence deviennent intolérables obligent les ouvriers à une lutte énergique pour une amélioration immédiate, nous nous trouvons face à un patronat solidement organisé et discipliné sous l'égide de ses éléments les plus combattifs.

La 13^e région du bâtiment a envoyé les nouvelles revendications de ses mandants aux syndicats patronaux. Il est fort probable que ceux-ci ne répondront pas, se réservant pour la défense à l'attaque directe et prochaine des travailleurs poussés à bout.

La leçon des derniers mouvements dont nous servir à éviter certains écueils dans l'action de demain. Plus que jamais le patronat est décidé au lock-out. Ses réserves, collectives ou individuelles, lui permettent de sacrifier momentanément pour sauver et développer ses avantages économiques et politiques dans l'avenir.

À Lyon, c'est la solidarité de toute l'entreprise qui répond à la grève de la person-

nel d'une maison ; à Paris, c'est le lock-out des fabricants de produits céramiques qui répond à l'index mis sur une fabrique de carreaux de ciment, après trois semaines de grève.

Le patronat, à l'abri des mêmes coups, joue avec la misère des travailleurs, avec la vie de familles ouvrières, comme le général joue avec la vie de ses troupes. Comme ce dernier, il a hiérarchisé les producteurs pour que sa domination soit reflétée de degré en degré, il délègue même un parti de grèves bénéfices pour la renaissance du tâcheronnat, ce perfectionnement de l'esclavage.

L'année dernière nous avons pu éviter le lock-out déjà prêt et arracher par de l'action sur le travail (et non en le quittant) des avantages sérieux ; aujourd'hui, hélas ! par la dévalorisation du franc, ces avantages sont dissipés et nous en sommes au même point ; en cette période de récession, pas de cédar de terrain est un gain, nous serons mieux cette année.

La 13^e Région fera appel prochainement aux travailleurs du bâtiment de la région parisienne, de son côté le Syndicat unique du bâtiment et des travaux publics les invite à un meeting corporatif le 6 avril. Une fois maintenant les militants fassent autour d'eux la propagande nécessaire pour un regroupement syndical imposé et pour tous les gars du bâtiment soient prêts à engager l'action qu'ils décideront avec leurs organisations.

Le bureau du S.U.B.

Communiqués Syndicaux

Boulanger de la Seine. — Réunion de la Commission exécutive aujourd'hui, à 17 heures, 8, avenue Mathurin-Moreau.

Ordre du jour : La Propagande en cours ; la Conférence minoritaire.

Présence indispensable